

28 MAI 2025

**Arrêté n° 580/2025/DREAL/UD88 du
prescrivant à la société DAVID DREYFUS (sise 89 rue de la Bolle à Saint-Dié-des-Vosges - 88),
d'aménager un confinement des eaux d'extinction d'incendie**

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 avril 2025 mettant en évidence que la société sus-mentionnée ne dispose pas de bassin de confinement ou d'un équipement équivalent ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 23 avril 2025 ;
- Considérant que les eaux d'extinction d'un incendie sont susceptibles d'être polluées, aussi bien par les additifs nécessaires à l'extinction que par des hydrocarbures, des métaux, ou des produits chimiques présents sur site ;
- Considérant qu'à ce jour, la société David Dreyfus n'est pas équipée de dispositifs retenant les eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour l'ensemble du périmètre exploité ;
- Considérant à ce titre qu'il existe un risque que les eaux d'extinction d'un éventuel incendie polluent l'environnement ;
- Considérant qu'il convient d'éviter que ces eaux d'extinction rejoignent le milieu naturel ;
- Considérant que la société David Dreyfus n'a pas émis d'observations au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 23 avril 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er} – La société David Dreyfus s'équipera au plus tard avant la fin de l'année 2027 d'un bassin permettant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie (ou de tout autre équipement présentant des performances et caractéristiques équivalentes). Ce bassin sera aménagé dans les conditions détaillées à l'article 2 ci-dessous.

Article 2 - Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées lors d'un incendie et les eaux d'extinction de cet incendie sont collectées au niveau de zones étanches et ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, qu'après traitement approprié. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux peuvent être évacuées vers le milieu naturel dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie non recueilli par des rétentions d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces volumes sont actionnables en toute circonstance.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le cas échéant, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Article 3 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

Article 4 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société David Dreyfus, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Saint-Dié-des-Vosges et au sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le **28 MAI 2025**

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI